

que la portée géographique du DSCPNI avait été décidée au terme d'une analyse de l'Asie-Pacifique montrant que la région était tout simplement trop vaste et trop diverse pour entrer dans un moule conceptuel quelconque.

L'analyse canadienne divisait l'Asie-Pacifique en sous-régions possédant chacune un certain nombre de traits et tendances identifiables : l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, le Pacifique du Sud et le Pacifique du Nord. Ces sous-régions étaient ensuite étudiées en fonction d'institutions multilatérales existantes ou naissantes. Ainsi, il apparaissait qu'en Asie du Sud, la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), bien que pas totalement fonctionnelle, était capable de réunir un consensus régional sur un grand nombre de dossiers touchant à la stabilité sud-asiatique. En Asie du Sud-Est, région que l'on peut dire la plus dotée d'institutions en Asie-Pacifique, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), au sein de laquelle on débattait principalement de questions politiques, à l'époque, pouvait évoluer en une instance plus traditionnelle où l'on discuterait de problèmes de sécurité. Le South Pacific Forum donnait à cette sous-région la possibilité de créer de nouveaux forums multilatéraux où l'on analyserait une vaste gamme de préoccupations régionales.<sup>17</sup>

Dans le Pacifique du Nord, où il y avait - et il continue d'y avoir - une grande concentration de forces conventionnelles et nucléaires, l'instabilité constante, tout particulièrement dans la Péninsule coréenne, nuisait aux intérêts politiques, économiques, sociaux et environnementaux du Canada, mais il n'existait pas d'instance ou de mécanisme de dialogue sub-régionaux.

Le volet ONG du DSCPNI devait servir très précisément à étudier des thèmes et perspectives de dialogue et à concentrer connaissances et sensibilisation sur le Pacifique du Nord (en fait, à sortir le discours théorique et politique de la sécurité en Asie-Pacifique du cercle étroit des rapports stratégiques entre États-Unis et URSS). Au printemps de 1991, l'Université York, à qui les Affaires extérieures ont confié le programme de recherche théorique sur le DSCPNI, a organisé un colloque, à Victoria (Colombie-Britannique)<sup>18</sup>, afin d'analyser, avec des universitaires et des spécialistes des ONG, diverses façons d'aborder les problèmes de sécurité coopérative dans le Pacifique du Nord. Une série de cinq

---

<sup>17</sup> Le Canada participe activement à la Conférence post-ministérielle de l'ASEAN et au South Pacific Forum. Il ne participe pas au SAARC, mais la solidité de ses relations bilatérales avec les pays de l'Asie du Sud l'autorisait à exprimer son inquiétude à propos de dossiers sub-régionaux.

<sup>18</sup> «Toward a North Pacific Cooperative Security Dialogue: Setting the Research Agenda», Victoria (C.-B.), 6-9 avril 1991.